

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[C – 2015/22163]

25 FEVRIER 2015. — Règlement modifiant le règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994

Le Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 92;

Vu le règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance du 25 février 2015,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> du règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est abrogé.

**Art. 2.** Dans l'annexe III du même règlement, remplacé par le règlement du 18 janvier 2006 et modifié en dernier lieu par le règlement du 15 octobre 2014, la rubrique 14 dans le volet à compléter par l'organisme de paiement des allocations de chômage, est abrogée.

**Art. 3.** Le présent règlement produit ses effets le 27 avril 2015 et s'applique aux incapacités de travail qui débutent à partir de cette date.

Le Président,  
I. Van Damme.

Le Fonctionnaire dirigeant,  
F. Perl.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2015/22163]

25 FEBRUARI 2015. — Verordening tot wijziging van de verordening van 16 april 1997 tot uitvoering van artikel 80, 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

Het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 92;

Gelet op de verordening van 16 april 1997 tot uitvoering van artikel 80, 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Na erover te hebben beraadslaagd tijdens zijn zitting van 25 februari 2015,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van de verordening van 16 april 1997 tot uitvoering van artikel 80, 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt opgeheven.

**Art. 2.** In de bijlage III van dezelfde verordening, vervangen bij de verordening van 18 januari 2006 en laatst gewijzigd bij de verordening van 15 oktober 2014, wordt in het luik in te vullen door de uitbetalingsinstelling van de werkloosheidsuitkeringen de rubriek 14 opgeheven.

**Art. 3.** Deze verordening heeft uitwerking met ingang van 27 april 2015 en is van toepassing op de arbeidsongeschiktheiden die vanaf deze datum aanvatten.

De Voorzitter,  
I. Van Damme.

De Leidend ambtenaar,  
F. Perl.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11195]

23 AVRIL 2015. — Arrêté royal fixant le code de déontologie des experts en automobiles de l'Institut des experts en automobiles

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles, l'article 13, alinéa 2, modifié par la loi du 6 octobre 2011;

Vu la décision du conseil de l'Institut des experts en automobiles du 20 décembre 2013 établissant la code de déontologie;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 25 novembre 2014 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 avril 2014;

Vu l'avis 57.015/1 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E., de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Chapitre 1<sup>er</sup>. — *Les obligations de l'expert en automobiles*

**Article 1<sup>er</sup>.** Chaque expert en automobiles est tenu de respecter les règles inscrites dans le présent code.

**Art. 2.** Conformément à l'article 11 de la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles, les experts en automobiles ne peuvent pas :

1° exercer des activités incompatibles avec la dignité ou l'indépendance de la profession,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11195]

23 APRIL 2015. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de deontologische code van de auto-experts van het Instituut van de auto-experts

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts, artikel 13, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 6 oktober 2011;

Gelet op de beslissing van de raad van het Instituut van de auto-experts van 20 december 2013 tot vaststelling van de deontologische code;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O., gegeven op 25 november 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 april 2014;

Gelet op advies 57.015/1 van de Raad van State, gegeven op 6 maart 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s, Landbouw, en Maatschappelijke Integratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Hoofdstuk 1. — *Plichten van de auto-experts*

**Artikel 1.** Elke auto-expert moet de regels naleven die in deze code zijn vastgelegd.

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts, is het een auto-expert niet toegestaan :

1° een werkzaamheid uit te oefenen die onverenigbaar is met de waardigheid of de onafhankelijkheid van zijn taak,

2° exercer en personne physique ou en personne morale aucune activité économique portant sur la vente, la location ou la réparation de véhicules et de pièces détachées ou sur des produits d'assurance et de courtage, et ce même à titre gratuit.

**Art. 3.** L'expert en automobiles doit, préalablement à son acceptation, se renseigner sur la nature et les difficultés de la mission qui lui est proposée. Il ne doit l'accepter que s'il a la conviction d'avoir la compétence technique, les moyens propres, et le temps nécessaire pour la mener à bien. Il doit refuser toute mission ou toute partie de mission pour laquelle il ne serait pas compétent, ou pour laquelle il ne disposerait pas des moyens suffisants.

Dans l'hypothèse où l'expert en automobiles ne peut pas assurer lui-même l'exécution de la mission confiée, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il fait appel à un confrère ou à une expertise scientifique.

**Art. 4.** L'expert en automobiles doit maintenir ses connaissances en matière d'expertise en automobiles à jour. Il suit au moins 45 heures de recyclage, tous les 3 ans, avec un minimum de 10 heures par an.

**Art. 5.** L'expert en automobiles refuse toute mission ou transmet tout mandat si l'indépendance de sa pratique professionnelle ou le respect de la déontologie est mis en péril dans le cadre de celle-ci.

**Art. 6.** Les honoraires doivent permettre d'assurer la dignité et l'exercice indépendant de la profession.

L'expert en automobiles ne peut, de quelque façon que ce soit, attribuer ou percevoir des commissions, des courtages ou d'autres avantages en rapport avec ses missions et qui seraient en contradiction avec l'indépendance ou le respect de la déontologie visé à l'article 5.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Afin de garantir la bonne conduite de l'expertise, l'expert en automobiles s'engage à accomplir les vérifications, constatations et appréciations d'usage, pour autant qu'elles soient possibles.

En cas d'impossibilité, il doit en exposer la ou les causes.

L'expert en automobiles, dans la limite de la mission qui lui est confiée, est attentif à son devoir d'information, notamment quant à l'étendue de sa mission.

§ 2. En cas de difficulté de quelque ordre que ce soit, ayant pour effet de retarder ou de compliquer de manière imprévue l'expertise, l'expert en automobiles doit en informer sans délai son donneur d'ordre, lui indiquer les causes du retard ou de la difficulté survenue, la durée nouvelle des opérations d'expertise, et, le cas échéant, les frais ou honoraires complémentaires.

§ 3. Lorsqu'un expert en automobiles est dans l'impossibilité d'exercer son activité professionnelle, suite à une suspension, il doit informer son donneur d'ordre de l'impossibilité d'exercer son activité, lorsque celui-ci fait appel à lui durant la suspension.

**Art. 8.** L'expert en automobiles doit toujours considérer qu'une mission lui est confiée, notamment, en raison de ses obligations d'impartialité et de loyauté. Il doit donc conserver en toutes circonstances son objectivité et sa neutralité.

L'expert en automobiles s'interdit d'accepter une mission s'il n'est pas en mesure, pour quelque raison que ce soit, de garantir qu'il pourra la conduire de manière totalement impartiale à l'égard des parties ou des personnes qui sont concernées par l'expertise ou par le différend en cause.

Au cours de sa mission, l'expert en automobiles doit se garder de tout propos partial ou dénigrant à l'égard de qui que ce soit : d'une partie, d'un témoin, d'un professionnel de l'automobile ou de l'assurance, comme de ses confrères.

L'expert en automobiles qui, en cours d'expertise, estime ne plus être en mesure de garantir cette impartialité, a le devoir d'en informer les parties et de mettre fin à sa mission.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'il est désigné en dehors de toute procédure judiciaire, l'expert en automobiles doit avertir toutes les personnes avec lesquelles il entre en contact du caractère amiable de sa mission, de son caractère contradictoire ou non contradictoire, et de l'identité de son donneur d'ordre.

2° als natuurlijk persoon of als rechtspersoon enige economische activiteit uit te oefenen met betrekking tot de verkoop, verhuur of herstelling van voertuigen en wisselstukken of tot verzekerings- en makelaarsproducten, zelfs niet ten kosteloze titel.

**Art. 3.** De auto-expert moet, voor hij zijn opdracht aanvaardt, navraag doen over de aard en de moeilijkheden van de hem voorgestelde opdracht. Hij mag ze enkel aanvaarden als hij ervan overtuigd is dat hij over de nodige technische competenties, de eigen middelen en de nodige tijd beschikt om de opdracht tot een goed einde te brengen. Hij moet elke opdracht of elk deel van een opdracht, waarvoor hij niet de nodige competenties bezit of waarvoor hij niet over de nodige middelen beschikt, weigeren.

In de veronderstelling dat de expert niet zelf kan instaan voor het uitvoeren van de voorgestelde opdracht, zoals beschreven in het eerste lid, doet hij een beroep op een collega of een wetenschappelijke expertise.

**Art. 4.** De auto-expert moet zijn kennis op het vlak van auto-expertise onderhouden. Hij volgt elke drie jaar minstens 45 uren bijscholing, met een minimum van 10 uren per jaar.

**Art. 5.** De auto-expert weigert elke opdracht of draagt elk mandaat over indien de onafhankelijkheid van zijn beroepspraktijk of de naleving van de deontologie hierdoor in het gedrang wordt gebracht.

**Art. 6.** Het ereloon dient de waardigheid en de onafhankelijke uitoefening van het beroep te kunnen verzekeren.

De auto-expert mag op geen enkele wijze commissies, makelaarslonen of andere voordelen toekennen of ontvangen die betrekking hebben op zijn opdrachten en die strijdig zouden zijn met de onafhankelijkheid of de naleving van de deontologie zoals bedoeld in artikel 5.

**Art. 7.** § 1. Om het goede verloop van de expertise te garanderen, verbindt de auto-expert zich tot het uitvoeren van de gebruikelijke controles, vaststellingen en evaluaties, voor zover deze mogelijk zijn.

In het geval dit onmogelijk is, moet hij de oorzaak of oorzaken hiervan toelichten.

Binnen de beperkingen van de hem toevertrouwde opdracht, let de auto-expert erop zijn informatieplicht na te komen, met name wat betreft de omvang van zijn opdracht.

§ 2. Bij moeilijkheden van welke aard dan ook die tot gevolg hebben dat de expertise op onverwachte wijze wordt vertraagd of bemoeilijkt, moet de auto-expert zijn opdrachtgever zo snel mogelijk hierover inlichten, alsook de oorzaken van de vertragingen of de moeilijkheden aangeven. Hij moet hem eveneens op de hoogte brengen van de nieuwe termijnen voor de expertise en, in voorkomend geval, van de bijkomende kosten en erelonen.

§ 3. Indien een auto-expert in de onmogelijkheid is zijn beroepsactiviteit uit te oefenen ingevolge een schorsing, dient hij zijn opdrachtgever van de onmogelijkheid om zijn beroepsactiviteit uit te oefenen in kennis te stellen, wanneer die een beroep op hem doet tijdens de schorsing.

**Art. 8.** De auto-expert moet altijd in acht nemen dat een opdracht hem in het bijzonder wordt toevertrouwd wegens zijn verplichtingen van onpartijdigheid en trouw. Hij moet dus in alle omstandigheden zijn objectiviteit en neutraliteit bewaren.

De auto-expert verbindt zich ertoe geen opdracht te aanvaarden waarvoor hij, om welke reden dan ook, niet kan garanderen dat hij deze op een volledig onpartijdige manier zal behandelen ten opzichte van de partijen en de personen die betrokken zijn bij de expertise of het geschil in kwestie.

Gedurende zijn opdracht moet de expert zich onthouden van elke partijdige of minachtende uitspraak ten opzichte van wie dan ook: een partij, een getuige, een deskundige uit de automobielsector of verzekeringssector, evenals zijn collega's.

De auto-expert die tijdens het verloop van een expertise zichzelf niet meer in staat acht zijn onpartijdigheid te garanderen, is verplicht dit te melden aan de partijen en dient zijn opdracht te beëindigen.

**Art. 9.** § 1. Wanneer hij buiten elke rechtsprocedure wordt aangesteld, moet de auto-expert alle personen waarmee hij in contact treedt, inlichten over het minnelijke karakter van zijn, al dan niet tegensprekelijke opdracht, alsook over de identiteit van zijn opdrachtgever.

§ 2. En cas de conflit, l'expert en automobiles informe la ou les parties, autres que son donneur d'ordre, de la possibilité de se faire représenter par un autre expert en automobiles, de leur choix.

Si le conflit se poursuit, les experts en automobiles, qui doivent tenir un historique de l'évolution de leurs dossiers, privilégient l'issue de celui-ci via une procédure amiable, d'arbitrage ou de médiation.

En cas de divergence de vues quant au choix de l'arbitre ou du médiateur, la chambre compétente de l'Institut en est informée par les experts en automobiles concernés et peut remettre un avis.

§ 3. L'expert en automobiles doit être à l'égard de son donneur d'ordre d'un conseil averti, spécialisé et objectif. Il est tenu au respect de la relation de confiance qu'il entretient avec celui-ci.

§ 4. Tout donneur d'ordre peut avoir accès à toute information nécessaire concernant les services de l'expert en automobiles.

§ 5. L'expert en automobiles ne peut pas tenter d'obtenir des missions au moyen de paiements ou de l'attribution d'autres avantages à d'éventuels donneurs d'ordres, intermédiaires ou toutes autres personnes concernées par l'attribution de missions.

**Art. 10.** L'expert en automobiles fournit au donneur d'ordre un rapport de sa mission dont le contenu est conforme aux usages.

**Art. 11.** L'expert en automobiles doit être couvert en responsabilité civile professionnelle par une police d'assurance, à concurrence du risque que ses missions lui font courir.

L'expert en automobiles produit une copie de la police d'assurance, le concernant, à première demande de la chambre compétente du conseil de l'Institut.

#### Chapitre 2. — *Le secret professionnel*

**Art. 12.** Sans préjudice des obligations légales et réglementaires imposées à l'expert en automobiles en matière de secret professionnel, celui-ci est tenu au respect du devoir de discrétion.

Ce devoir de discrétion implique pour l'expert en automobiles de garder le secret quant à des informations qui lui ont été confiées expressément ou tacitement en sa qualité d'expert en automobiles ainsi qu'à propos de faits à caractère confidentiel qu'il a constatés dans le cadre de l'exercice de sa profession.

L'atteinte aux règles disciplinaires relatives au devoir de discrétion ne peut cependant être imputée à l'expert en automobiles :

- 1° s'il est appelé à témoigner en justice;
- 2° si les dispositions légales ou réglementaires l'obligent à communiquer tout ou partie de ces informations;
- 3° dans l'exercice de sa défense personnelle en matière judiciaire ou disciplinaire;
- 4° si, dans la mesure où il s'agit d'une affaire qui concerne son donneur d'ordre, celui-ci lève de façon explicite l'obligation de discrétion.

L'expert en automobiles respecte et est tenu de faire respecter les principes de confidentialité et les obligations découlant du secret professionnel, par son personnel et par toutes les personnes qui travaillent sous sa responsabilité.

#### Chapitre 3. — *Relation avec les autres experts en automobiles*

**Art. 13.** Tout expert en automobile déchargé d'une mission qui lui a été confiée doit remettre au donneur d'ordre ou au confrère qui lui succède tous les documents et informations relatifs à la mission dont il a été déchargé.

Lorsqu'un expert en automobile reprend pour quelques raisons que ce soit les missions d'un confrère, il en informe ce dernier par écrit.

**Art. 14.** Lorsque l'expert en automobiles se trouve de quelque manière que ce soit en rapport avec un autre expert en automobiles, il doit entretenir avec ce dernier des rapports confraternels. Quel que soit le contexte, il s'engage à faire preuve de considération et de confiance.

L'expert en automobiles s'engage à ne pas dénigrer d'autres experts et l'expertise en automobiles en général. Si on lui demande d'exprimer son opinion, l'expert doit le faire avec modération, objectivité et intégrité.

§ 2. In geval van geschil stelt de auto-expert iedere andere partij dan zijn opdrachtgever op de hoogte van de mogelijkheid die zij hebben om zich te laten vertegenwoordigen door een andere auto-expert van hun keuze.

Als het geschil aanhoudt, geven de auto-experts, die een historiek van de evolutie van hun dossiers moeten bijhouden, de voorkeur aan een minnelijke schikking, een arbitrageprocedure of een bemiddelingsprocedure om dit geschil te beëindigen.

In geval van een meningsverschil betreffende de keuze van de arbiter of bemiddelaar wordt de bevoegde kamer van het Instituut door de betrokken auto-experts op de hoogte gebracht en kan deze een advies uitbrengen.

§ 3. De auto-expert moet zijn opdrachtgever bijstaan met een uitgewerkt, deskundig en objectief advies. Hij is ertoe gehouden de vertrouwensrelatie met zijn opdrachtgever te respecteren.

§ 4. Iedere opdrachtgever kan toegang hebben tot alle noodzakelijke informatie aangaande de diensten van de auto-expert.

§ 5. De auto-expert mag geen opdrachten trachten te verkrijgen door middel van betalingen of het verlenen van andere voordelen aan eventuele opdrachtgevers, tussenpersonen of iedere andere persoon betrokken bij de toewijzing van opdrachten.

**Art. 10.** De auto-expert bezorgt de opdrachtgever een verslag van zijn opdracht, waarvan de inhoud overeenkomt met de gebruikelijke praktijken.

**Art. 11.** De auto-expert moet een verzekeringcontract afsluiten die zijn burgerlijke beroepsaansprakelijkheid dekt, in verhouding tot het risico dat hij ten gevolge van zijn opdrachten loopt.

De auto-expert legt een kopie van de op hem betrekking hebbende verzekeringpolis voor, op eerste verzoek van de bevoegde kamer van de raad van het Instituut.

#### Hoofdstuk 2. — *Het beroepsgeheim*

**Art. 12.** Onverminderd de wettelijke en reglementaire verplichtingen opgelegd aan de auto-expert inzake beroepsgeheim, is hij ook gebonden door de discretieplicht.

Deze discretieplicht houdt voor de auto-expert de geheimhouding in van de gegevens die hem uitdrukkelijk of stilzwijgend werden toevertrouwd in zijn hoedanigheid van auto-expert, evenals van de feiten van vertrouwelijke aard die hij heeft vastgesteld in het kader van de uitoefening van zijn beroep.

De inbreuk op de tuchtregels inzake de discretieplicht kan echter niet aan de auto-expert ten laste worden gelegd:

- 1° indien hij opgeroepen wordt om voor de rechtbank te getuigen;
- 2° indien de wettelijke of reglementaire bepalingen hem verplichten om alle of een deel van die informatie mee te delen;
- 3° bij de uitoefening van zijn persoonlijke verdediging in gerechts- of tuchtzaken;
- 4° indien zijn opdrachtgever, voor zover het gaat om een zaak die deze aanbelangt, de discretieplicht uitdrukkelijk opheft.

De auto-expert is ertoe gehouden de principes van vertrouwelijkheid en de verplichtingen die uit het beroepsgeheim voortvloeien, te eerbiedigen en te doen eerbiedigen door zijn personeel en door iedere persoon die onder zijn verantwoordelijkheid handelt.

#### Hoofdstuk 3. — *Verhouding met de andere auto-experts*

**Art. 13.** Elke auto-expert moet alle documenten en informatie met betrekking tot de opdracht waarvan hij ontlast werd aan de opdrachtgever of de collega die hem opvolgt overhandigen.

Wanneer een auto-expert, ongeacht de reden, de taken overneemt van een collega informeert hij schriftelijk deze laatste.

**Art. 14.** Wanneer de aangestelde auto-expert, op welke manier dan ook, in contact komt met een andere auto-expert, moet hij collegiaal optreden tegenover laatstgenoemde. Ongeacht de context, verbindt hij zich ertoe blij te geven van respect en vertrouwen.

De auto-expert zal zich nooit minachtend uitlaten over andere auto-experts en de auto-expertise in het algemeen. Wanneer zijn mening gevraagd wordt, moet hij deze formuleren met gematigdheid, objectiviteit en integriteit.

Chapitre 4. — *Informations vers le public*

**Art. 15.** Les communications effectuées par les experts en automobiles destinées à promouvoir les services ou l'image de l'expert en automobiles, sont conformes aux principes régissant la profession d'expert en automobiles, à savoir, en particulier : la décence, l'honnêteté et la sincérité.

Sans préjudice du devoir d'information imposé par d'autres dispositions légales ou réglementaires, tous les documents et rapports établis par l'expert en automobiles indiquent :

- 1° son nom et son prénom;
- 2° son n° d'inscription au tableau de l'Institut.

Chapitre 5. — *Obligations envers l'Institut*

**Art. 16.** Les experts en automobiles sont tenus de signaler à l'Institut dans les trente jours, tous les changements de lieu d'exercice de la profession, toutes cessations temporaires et/ou définitives d'activités ainsi que tout changement d'activité ou de statut professionnel.

**Art. 17.** L'expert en automobiles est tenu de collaborer, à première demande, à toute enquête de la chambre compétente du conseil de l'Institut.

Quand une des chambres du conseil de l'Institut a connaissance du fait qu'un expert en automobiles a un comportement non conforme au prescrit de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles, cette chambre lui enjoint de s'y conformer endéans un délai qu'elle fixe. Ce délai est de minimum 6 mois et de maximum 12 mois.

**Art. 18.** L'expert en automobiles paie sa cotisation dans le respect du délai fixé par le règlement d'ordre intérieur.

Chapitre 6. — *Disposition finale*

**Art. 19.** Le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E.,  
de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2015/11194]

24 AVRIL 2015. — Arrêté ministériel de reconnaissance d'une partie de la ville de Bruxelles comme centre touristique en exécution de l'arrêté royal du 16 juin 2009 exécutant l'article 17, deuxième alinéa, de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services

Le Ministre des Indépendants et des P.M.E.,

Vu la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, l'article 17, deuxième alinéa;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 2009 exécutant l'article 17, deuxième alinéa, de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services;

Vu la demande introduite par la Ville de Bruxelles le 12 février 2015, déclarée complète le 20 février 2015;

Vu l'avis conforme favorable de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 23 avril 2015, en application de l'article 6, § 6bis, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que la Ville de Bruxelles fait la preuve que l'accueil touristique est assuré par la Région de Bruxelles-Capitale, via l'asbl « Visitbrussels »;

Considérant que le dossier introduit démontre que le tourisme est d'une importance primordiale pour la Ville de Bruxelles;

Hoofdstuk 4. — *Informaties aan het publiek*

**Art. 15.** Mededelingen die worden gedaan door de auto-experts en die bestemd zijn om de diensten of het imago van de auto-expert te bevorderen, zijn in overeenstemming met de principes die het beroep van auto-expert beheersen, namelijk de onberispelijkheid, de eerlijkheid en de oprechtheid.

Onverminderd de informatieplicht opgelegd door andere wettelijke of reglementaire bepalingen bevatten de door de auto-expert opgestelde documenten en verslagen de volgende gegevens:

- 1° zijn naam en zijn voornaam;
- 2° zijn inschrijvingsnummer op het tableau van het Instituut.

Hoofdstuk 5. — *Verplichtingen ten opzichte van het Instituut*

**Art. 16.** De auto-experts moeten het Instituut binnen de dertig dagen op de hoogte brengen van elke wijziging van de plaats van de beroepsuitoefening, van elke tijdelijke en/of definitieve beëindiging van de activiteiten, alsook van elke verandering van activiteit of beroepsstatuut.

**Art. 17.** De auto-expert is gehouden, op eerste verzoek, mee te werken aan elk onderzoek van de bevoegde kamer van de raad van het Instituut.

Wanneer één van de kamers van de raad van het Instituut kennis heeft van het feit dat een auto-expert zich gedraagt op een wijze die strijdig is met de bepalingen van artikel 23, eerste lid van de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts, gelast deze kamer hem zich daaraan te conformeren binnen een termijn die ze vaststelt. Deze termijn bedraagt minimum 6 maanden en maximum 12 maanden.

**Art. 18.** De auto-expert betaalt zijn bijdrage binnen de door het huishoudelijk reglement voorziene termijn.

Hoofdstuk 6. — *Slotbepaling*

**Art. 19.** De minister bevoegd voor Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 april 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s,  
Landbouw, en Maatschappelijke Integratie,  
W. BORSUS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2015/11194]

24 APRIL 2015. — Ministerieel besluit tot erkenning van een gedeelte van de stad Brussel als toeristisch centrum in uitvoering van het koninklijk besluit van 16 juni 2009 tot uitvoering van artikel 17, tweede lid, van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening

De Minister van Zelfstandigen en K.M.O.'s,

Gelet op de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, artikel 17, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 2009 tot uitvoering van artikel 17, tweede lid, van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening;

Gelet op de aanvraag ingediend door de stad Brussel op 12 februari 2015, volledig verklaard op 20 februari 2015;

Gelet op het gunstig eensluidend advies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 23 april 2015, in toepassing van artikel 6, § 6bis, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de stad Brussel bewijst dat het toeristisch onthaal verzekerd wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, via de vzw « Visitbrussels »;

Overwegende dat uit het ingediende dossier blijkt dat het toerisme van essentieel belang is voor de stad Brussel;